

Chambre des Représentants

Kamer der Volksvertegenwoordigers

6 AVRIL 1949.

PROJET DE LOI

modifiant et complétant l'arrêté-loi du 20 novembre 1946 créant la Régie des Voies Aériennes.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESDAMES, MESSIEURS,

L'arrêté-loi du 20 novembre 1946 a créé la Régie des Voies aériennes. Doté de la personnalité civile, cet organisme est chargé, dans l'intérêt général et en appliquant des méthodes industrielles et commerciales, de construire, d'aménager, d'entretenir et d'exploiter les aérodromes et leurs dépendances, ainsi que d'assurer la sécurité de la navigation aérienne.

L'expérience a prouvé qu'après plus d'un an d'existence, le statut de la Régie des Voies aériennes devait être précisé en certains points qui font l'objet du présent projet de loi.

L'article 3 de l'arrêté-loi du 20 novembre 1946 institue, au sein de la Régie des Voies aériennes, un Comité consultatif composé de dix-neuf membres dont un choisi après consultation des organismes belges exploitant des transports aériens réguliers et un choisi après consultation des organismes belges exploitant des transports aériens non réguliers ou à la demande.

Il apparaît nécessaire de compléter cette représentation des usagers de l'infrastructure aérienne au sein de ce Comité consultatif, par un conseiller représentant l'aviation touristique et sportive.

Tel est l'objet de la modification apportée à l'arrêté-loi précité, par l'article premier du présent projet de loi.

6 APRIL 1949.

ONTWERP VAN WET

tot wijziging en aanvulling van de besluitwet van 20 November 1946 houdende oprichting van de Regie der Luchtwezen.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

Bij besluitwet van 20 November 1946 werd de Regie der Luchtwezen opgericht. Dit organisme, dat rechtspersoonlijkheid bezit, is er mee belast in het algemeen belang en met toepassing van de handels- en nijverheidsmethoden, de luchtvaartterreinen en dezer aanhorigheden te bouwen, in te richten, te onderhouden en te exploiteren, alsmede de veiligheid van de luchtvaart te verzekeren.

De ervaring heeft aangetoond dat het statuut van de Regie der Luchtwezen, na een bestaan van ruim één jaar, nader diende omschreven op sommige punten die in het ontwerp van wet behandeld worden.

Bij artikel 3 van de besluitwet van 20 November 1946 is bij de Regie der Luchtwezen een Comité van Advies opgericht dat bestaat uit negentien leden, waarvan één gekozen na raadplegen van de Belgische organismen die geregelde luchtvervoerdiensten exploiteren, en één gekozen na raadpleging van de Belgische organismen die niet-geregelde luchtvervoerdiensten of luchtvervoerdiensten op verzoek exploiteren.

Het blijkt nodig die vertegenwoordiging van de gebruikers der grondorganisatie der luchtdiensten in de schoot van dat Comité van advies aan te vullen met een adviseur die de toeristische en de sportieve luchtvaart vertegenwoordigt.

Zulks is het doel van de wijziging, welke bij artikel één van dit ontwerp van wet aan voormelde besluitwet gebracht worden.

H.

Avant l'arrêté-loi du 20 novembre 1946, la mission de la Régie des Voies aériennes était assumée par un des services du Département des Communications, l'Administration de l'Aéronautique, dont les opérations financières étaient soumises au visa préalable de la Cour des Comptes.

Les articles 7 et 29 de l'arrêté-loi précité réglementent le contrôle de la gestion financière de la Régie des Voies aériennes. Le régime instauré est analogue à celui qui fonctionne à la Régie des Télégraphes et des Téléphones.

Cependant, il a été soutenu que l'arrêté-loi du 20 novembre 1946, pris en vertu de la loi du 7 septembre 1939 donnant au Roi des pouvoirs extraordinaires, complétée par celle du 14 décembre 1944, ne peut aller jusqu'à modifier le mode de contrôle que la Cour des Comptes exerce sur les opérations financières de l'Administration de l'Aéronautique.

En vue de mettre fin à cette controverse, les articles 2 et 5 du présent projet de loi précisent et modifient les articles 7 et 29 de l'arrêté-loi précité.

L'article 22, alinéa 2, de cet arrêté-loi comporte une erreur matérielle lorsqu'il se réfère aux articles 20 et 27, alors qu'il s'agit des articles 26 et 27. Le présent projet de loi corrige cette erreur.

L'article 24 de l'arrêté-loi du 20 novembre 1946 prévoit que les fonds disponibles de la Régie des Voies aériennes sont placés à l'Office des chèques postaux ou à la Banque Nationale de Belgique.

Il s'avère nécessaire d'autoriser la Régie des Voies aériennes à se faire ouvrir des comptes courants dans une ou plusieurs banques pour les besoins de ses opérations commerciales, notamment pour les paiements à des fournisseurs étrangers ou pour le recouvrement de péages, taxes, redevances, etc., auprès des usagers de nos aérodromes, résidant à l'étranger; tel est l'objet de l'article 5 du présent projet de loi.

Enfin, l'article 6 du présent projet précise les dispositions de l'article 30 de l'arrêté-loi du 20 novembre 1946.

Le Ministre des Communications,

Vóór de besluitwet van 20 November 1946, werd de opdracht van de Regie der Luchtwezen waargenomen door een der diensten van het Departement van Verkeerswezen, het Bestuur der Luchtvaart, waarvan de financiële verrichtingen aan het voorafgaand visum van het Rekenhof onderworpen waren.

Artikelen 7 en 29 van voormelde besluitwet reglementeren de controle van het financieel beheer van de Regie der Luchtwezen. Het ingevoerd regime komt overeen met dat welk bij de Regie van Telegraaf en Telefoon wordt toegepast.

Beweerd werd echter dat de besluitwet van 20 November 1946, genomen krachtens de wet van 7 September 1939 waarbij buitengewone machten aan de Koning verleend worden, aangevuld door die van 14 December 1944, niet zover mocht gaan als wijzigingen te brengen aan de wijze van de controle welke het Rekenhof op de financiële verrichtingen van het Bestuur der Luchtvaart uitoefende.

Om aan die betwisting een einde te maken, worden artikelen 7 en 9 van voormelde besluitwet verduidelijkt en gewijzigd bij artikelen 2 en 5 van dit ontwerp van wet.

In de Franse tekst van artikel 22 van de besluitwet dd. 20 November 1946 is een drukfout geslopen; er wordt inderdaad verwezen naar artikelen 20 en 27 dan wanneer het artikelen 26 en 27 betreft. Die fout is in dit ontwerp verbeterd.

Bij artikel 24 van de besluitwet van 20 November 1946 is voorzien dat de beschikbare fondsen van de Regie der Luchtwezen bij het Bestuur der Postchecks of bij de Nationale Bank belegd worden.

Het blijkt nodig de Regie der Luchtwezen toe te laten zich rekeningen-courant bij één of meer banken te doen openen voor de behoeften van haar handelsverrichtingen, inzonderheid voor de betalingen aan vreemde leveranciers of voor het invorderen van door in het buitenland verblijvende gebruikers van onze luchtvaartterreinen verschuldigde rechten, taksen, huurgelden, enz.; zulks is het doel van artikel 5 van dit ontwerp van wet.

Ten slotte, preciseert artikel 6 van dit ontwerp van wet de bepalingen van artikel 30 van de besluitwet van 20 November 1946.

De Minister van Verkeerswezen,

A. VAN ACKER.

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT.

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 24 février 1949, d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi modifiant et complétant l'arrêté-loi du 20 novembre 1946 créant la Régie des Voies Aériennes, a donné en sa séance du 17 mars 1949 l'avis suivant :

Le projet tend à modifier et à compléter le statut de la Régie des Voies aériennes créé par l'arrêté-loi du 20 novembre 1946.

L'article premier vise à compléter l'article 3 de l'arrêté-loi en introduisant dans le comité consultatif institué par celui-ci un huitième conseiller représentant l'aviation touristique et sportive.

L'article 3 a pour objet de réparer une erreur matérielle qui s'est glissée dans l'article 22 de l'arrêté-loi. Celui-ci se réfère aux articles 20 et 27 alors qu'il eût dû faire état des articles 26 et 27.

L'article 4 tend à compléter l'article 24 de l'arrêté-loi par l'insertion d'une disposition habilitant le Ministre ayant l'aéronautique civile dans ses attributions à autoriser la Régie à se faire ouvrir des comptes en banque pour les besoins de ses opérations commerciales.

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

Les articles 2, 5 et 6 du projet sont destinés à remplacer les dispositions de l'arrêté-loi relatives aux comptes de la Régie et à la responsabilité de ses comptables. Ils doivent mettre un terme aux difficultés auxquelles donne lieu, en raison des discordances accusées par ces dispositions et des critiques formulées par la Cour des Comptes à l'endroit de leur légalité, l'application de l'arrêté-loi.

L'article 2 appelé à remplacer l'article 7 de l'arrêté-loi charge un collège de trois reviseurs nommés, révoqués et contrôlés par la Cour des Comptes, de la mission de vérifier les comptes annuels de la Régie, de surveiller ses opérations comptables et de les contrôler. Il fixe la limite d'âge des reviseurs, arrête les modalités relatives à la prorogation de leur mandat au delà de cette limite et leur confère les pouvoirs d'investigations nécessaires à l'accomplissement de leur tâche.

Le dernier alinéa prescrit que les comptes de la Régie, avec les observations des reviseurs qui y sont jointes, sont soumis annuellement à la Cour des Comptes.

L'article soulève plusieurs observations.

Il ne donne que des indications sommaires sur le statut des reviseurs. Ainsi rien ne permet de déterminer quelles sont les conditions qu'il faut réunir pour accéder à la fonction, quelle en est la rémunération et qui en supporte la charge. Le projet devrait être complété sur ce point, à moins qu'il ne soit jugé préférable, en raison du nombre déjà considérable de dispositions législatives en vigueur et en préparation portant création de personnes publiques parastatales et recourant à l'intervention de reviseurs, de régler leur statut par disposition générale. Dans ce dernier cas, il serait souhaitable d'envisager sans tarder le dépôt d'un projet de loi.

Le dernier alinéa de l'article 2 trouve son fondement dans l'article 116 de la Constitution. Il serait mieux à sa place à l'article 5 du projet, où il pourrait être inséré immédiatement avant l'alinéa où sont prescrites les mesu-

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, verzocht door de Minister van Verkeerswezen op 24 Februari 1949, hem van advies te dienen over een ontwerp van wet tot wijziging en aanvulling van de besluitwet van 20 November 1946 houdende oprichting van de Regie der Luchtwegen, heeft ter zitting van 17 Maart 1949 het volgende advies gegeven :

Het ontwerp heeft tot doel het statuut van de Regie der Luchtwegen, opgericht bij de besluitwet van 20 November 1946, te wijzigen en aan te vullen.

Artikel één strekt er toe artikel 3 van de besluitwet aan te vullen, door aan het comité van advies, ingesteld bij deze laatste besluitwet, een achtste adviseur toe te voegen, die de toeristische en sportieve luchtvaart vertegenwoordigt.

Artikel 3 heeft tot doel een materiële vergissing, die in artikel 22 van de besluitwet geslopen was, recht te zetten. Dit artikel verwijst naar de artikelen 20 en 27, waar het had moeten gewagen van de artikelen 26 en 27.

Artikel 4 beoogt artikel 24 van de besluitwet aan te vullen door een bepaling, waarbij de Minister, tot wiens bevoegdheid de burgerlijke luchtvaart behoort, bevoegd wordt gemaakt om de Regie te machtigen zich voor de behoeften van haar handelsverrichtingen bankrekeningen te laten openstellen.

Bij deze artikelen vallen geen opmerkingen te maken.

De artikelen 2, 5 en 6 van het ontwerp zijn bestemd om de bepalingen der besluitwet betreffende de rekeningen der Regie en de verantwoordelijkheid van haar rekenplichtigen te vervangen. Zij moeten een einde maken aan de moeilijkheden die uit de toepassing van de besluitwet voortvloeien, terwille van het gebrek aan samenhang tussen die bepalingen en van de critiek, welke het Rekenhof ten aanzien van hun wettelijkheid formuleert.

Artikel 2, dat artikel 7 der besluitwet moet vervangen, gelast een college van drie revisoren, die door het Rekenhof worden benoemd, uit hun ambt onttzet en gecontroleerd de jaarlijkse rekeningen der Regie te onderzoeken, en toezicht en controle over de boekhoudingsverrichtingen te houden. Het stelt de leeftijdsgrens der revisoren vast, bepaalt de modaliteiten betreffende de verlenging van hun mandaat boven die grens en verleent hun het nodige recht van onderzoek om hun opdracht te vervullen.

De laatste alinea bepaalt, dat de rekeningen der Regie samen met de daarbij gevoegde opmerkingen van de revisoren jaarlijks aan het Rekenhof worden overgelegd.

Dit artikel biedt stof tot verschillende opmerkingen.

Het geeft slechts summiere aanduidingen omtrent het statuut der revisoren. Zo kan men er niet uit opmaken welke de voorwaarden zijn om het ambt te bekleden, hoe het bezoldigd wordt en wie de last der bezoldiging draagt. Het ontwerp zou in dit opzicht moeten aangevuld worden, tenzij men het, terwille van de reeds talrijke vigerende of in voorbereiding zijnde wetsbepalingen tot oprichting van publiekrechtelijke parastatale personen, waarin de tussenkomst van revisoren wordt voorzien, verkieslijk zou achten hun statuut door een algemene bepaling te regelen. In dit geval, zou men er goed aan doen onverwijld de neerlegging van een ontwerp van wet te overwegen.

De laatste alinea van artikel 2 vindt haar grondslag in artikel 116 der Grondwet. Zij zou beter in artikel 5 van het ontwerp worden ondergebracht, waar zij zou komen te staan vóór de alinea, die de maatregelen voorschrijft,

res propres à permettre aux Chambres législatives l'exercice de leur mission de contrôle sur les recettes et les dépenses de l'Etat.

Un des objets du projet étant d'adapter à la situation particulière de la Régie les modalités du contrôle incombant en vertu de la Constitution à la Cour des Comptes, il entrerait dans le cadre du projet de permettre à cette dernière de recourir aux réviseurs pour l'exécution des investigations qu'elle jugerait nécessaires. Un alinéa ayant cette portée et libellé comme suit pourrait être substitué au dernier alinéa du projet :

« Ils procèdent aux vérifications dont les charge la Cour des Comptes. Ils certifient sur sa demande la régularité d'écritures et l'exactitude de leur résumé dans les décomptes généraux. »

L'article 5 tend en ordre principal à substituer à l'article 29 de l'arrêté-loi des dispositions adaptées aux modifications apportées à l'article 7. Il semble que les mots « les pièces justificatives » repris à l'alinéa 2 puissent être omis sans inconvénient. Le Ministre qui a l'aéronautique civile dans ses attributions gère la Régie aux termes de l'article premier de l'arrêté-loi. Il a en permanence à sa disposition les pièces justifiant les opérations comptables. Il n'y a dès lors pas lieu de prescrire au collège des réviseurs de les lui soumettre avec les comptes annuels.

Le dernier alinéa de l'article 2 du projet relatif au contrôle de la Cour des Comptes trouve sa place entre les alinéas 2 et 3 de l'article 5.

Au point de vue du déroulement harmonieux des opérations de contrôle des recettes et des dépenses de la Régie, il serait désirable que les comptes annuels et les observations du collège des réviseurs fussent soumis au Ministre qui gère la Régie et à la Cour des Comptes en même temps.

Il serait d'autre part utile, pour les raisons exposées lors de l'examen de l'article 2, d'ajouter à ce même alinéa une disposition de laquelle ressortirait expressément qu'il est loisible à la Cour des Comptes d'organiser un contrôle sur place de la comptabilité et de recourir aux réviseurs pour certifier la régularité et la conformité des écritures et des décomptes. Tenant compte des remarques ci-dessus, l'alinéa pourrait être libellé comme suit :

« Les comptes et les observations des réviseurs sont soumis en même temps à la Cour des Comptes. Celle-ci peut, chaque fois qu'elle le juge convenable, procéder à un contrôle sur place, charger les réviseurs des vérifications nécessaires et les inviter à certifier la régularité d'écritures et l'exactitude de leurs totaux lorsque ceux-ci sont repris dans des comptes généraux. »

L'article 6 tend à substituer à l'article 30 un ensemble de dispositions qui permettront à la Cour des Comptes l'exercice efficace de sa mission à l'égard des comptables de la Régie.

Aux troisième et quatrième alinéas de l'article 6, il est superflu de viser les modifications dont ont fait l'objet les lois du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat et du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes. Ces modifications n'affectent en rien les articles de ces lois dont l'application est maintenue par le présent projet.

Il résultera des modifications apportées à l'article 30, qui maintiennent à l'égard des comptables l'application de certaines dispositions de la loi sur la comptabilité de l'Etat, une contradiction avec l'article 18, alinéa 1, qui prescrit que les dispositions de la loi sur la comptabilité de l'Etat ne sont pas applicables à la Régie.

welke de Wetgevende Kamers moeten in staat stellen zich van hun opdracht inzake controle over de ontvangsten en uitgaven van het Rijk te kwijten.

Vermits één der oogmerken van het ontwerp er in bestaat de modaliteiten der controle, die krachtens de Grondwet aan het Rekenhof is opgedragen, aan de bijzondere toestand der Regie aan te passen, zou het in de lijn van het ontwerp vallen dat het Rekenhof in staat werd gesteld een beroep te doen op de revisoren, om de opsporingen die het noodzakelijk acht te verrichten. Een alinea met die inhoud en als volgt luidend zou de laatste alinea van het ontwerp kunnen vervangen :

« Zij gaan over tot het nazicht, waarmede zij door het Rekenhof worden belast. Op zijn verzoek bevestigen zij de regelmatigheid der schrifturen en de nauwkeurigheid van hun samenvatting in de algemene afrekeningen. »

Artikel 5 beoogt in de eerste plaats, artikel 29 van de besluitwet te vervangen door bepalingen, die aangepast zijn aan de wijzigingen in artikel 7. Blijkbaar kunnen de woorden « de bewijstukken », die in alinea 2 voorkomen, zonder bezwaar wegvallen. Luidens artikel één der besluitwet, wordt de Regie beheerd door de Minister, onder wie de burgerlijke luchtvaart ressorteert. Hij beschikt te allen tijde over de verantwoordingsstukken van de boekhoudingsverrichtingen. Derhalve hoeft niet te worden voorgeschreven dat zij hem door het college van revisoren met de jaarlijkse rekeningen moeten worden overgelegd.

De laatste alinea van artikel 2 van het ontwerp, die betrekking heeft op de controle van het Rekenhof, hoort thuis tussen de alinea's 2 en 3 van artikel 5.

Om de verrichtingen van de controle op de ontvangsten en uitgaven van de Regie harmonisch te doen verlopen, ware het goed als de jaarlijkse rekeningen en de opmerkingen van het college der revisoren tegelijkertijd aan de Minister die de Regie beheert en aan het Rekenhof werden voorgelegd.

Voorts zou het, om de bij het onderzoek van artikel 2 uiteengezette redenen, zijn nut hebben als aan diezelfde alinea een bepaling werd toegevoegd, waarin uitdrukkelijk zou worden gezegd dat het Rekenhof ter plaatse een controle van de boekhouding mag inrichten en dat het een beroep mag doen op de revisoren om de regelmatigheid en de overeenstemming van de schrifturen en afrekeningen te waarmerken. Gelet op de bovenstaande opmerkingen, zou dit alinea als volgt kunnen luiden :

« De rekeningen en de opmerkingen van de revisoren worden tegelijkertijd aan het Rekenhof voorgelegd. Dit laatste kan telkens als het zulks geschikt acht, overgaan tot een controle ter plaatse, de revisoren gelasten het nodige nazicht te doen en hen verzoeken de regelmatigheid der schrifturen en de juistheid van hun totalen, wanneer deze laatste in de algemene rekeningen overgenomen zijn, te bevestigen. »

Artikel 6 strekt er toe artikel 30 te vervangen door een geheel van bepalingen die het Rekenhof moeten in staat stellen zich ten opzichte van de rekenplichtigen der Regie doeltreffend van zijn opdracht te kwijten.

In de alinea's drie en vier van artikel 6 is het overbodig te verwijzen naar de wijzigingen, die de wetten van 15 Mei 1846 op 's Rijks comptabiliteit en van 29 October 1846 op de inrichting van het Rekenhof hebben ondergaan. Die wijzigingen slaan in geen enkel opzicht op de artikelen van die wetten, waarvan de toepassing bij het huidige ontwerp behouden blijft.

De wijzigingen, waarbij ten opzichte van de rekenplichtigen sommige bepalingen van de wet op 's Rijks comptabiliteit toepasselijk blijven, zullen in tegenspraak komen te staan met artikel 18, alinea 1, dat voorschrijft dat de bepalingen van de wet op 's Rijks comptabiliteit niet toepasselijk zijn op de Regie der Luchtwezen.

Il serait souhaitable d'éliminer cette discordance en introduisant dans l'article 18 la réserve nécessaire. A cette fin, il pourrait être inséré entre les articles 2 et 3 du projet la disposition suivante :

« Art. 2bis. — L'article 18, alinéa 1, de l'arrêté-loi précité est remplacé par la disposition suivante :

» Sous réserve des dispositions de l'article 30, la loi sur la comptabilité de l'Etat n'est pas applicable à la Régie des Voies aériennes. »

Dans la version néerlandaise de l'article 2, alinéa 2, il conviendrait de remplacer le mot « afgezet » par la locution « uit hun ambt ontzet ».

Étaient présents :

MM. :

F. LEPAGE, *Conseiller d'Etat, Président.*
D. DECLEIRE, *Conseiller d'Etat.*
J. COYETTE, *Conseiller d'Etat.*
J. VAUTHIER, *Assesseur de la section de législation.*
A. BERNARD, *Assesseur de la section de législation.*
J. CYPRES, *Greffier adjoint, Greffier.*

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de

M. F. LEPAGE, *Président.*

<i>Le Greffier,</i>	<i>Le Président,</i>
J. CYPRES.	F. LEPAGE.

Pour copie certifiée conforme délivrée à M. le Ministre des Communications le 22 mars 1949.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

Het zou wenselijk zijn die tegenstrijdigheid op te heffen door in artikel 18 het nodige voorbehoud in te lassen. Te dien einde zou tussen de artikelen 2 en 3 van het ontwerp de volgende bepaling kunnen worden ingevoegd :

« Art. 2bis. — Artikel 18, alinea 1, van de voornoemde besluitwet wordt door de volgende bepaling vervangen :

» Onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 30, is de wet op 's Rijks comptabiliteit niet toepasselijk op de Regie der Luchtwegen. »

In de Nederlandse versie van artikel 2, alinea 2, wordt het woord « afgezet » liefst vervangen door de uitdrukking « uit hun ambt ontzet ».

Waren aanwezig :

De HH. :

F. LEPAGE, *Raadsheer van State, Voorzitter.*
D. DECLEIRE, *Raadsheer van State.*
J. COYETTE, *Raadsheer van State.*
J. VAUTHIER, *Bijzitter van de afdeling wetgeving.*
A. BERNARD, *Bijzitter van de afdeling wetgeving.*
J. CYPRES, *Adjunct-Greffier, Greffier.*

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van

de H. F. LEPAGE, *Voorzitter.*

<i>De Greffier,</i>	<i>De Voorzitter,</i>
J. CYPRES.	F. LEPAGE.

Voor eensluidend verklaard afschrift afgeleverd aan de H. Minister van Verkeerswezen de 22 Maart 1949.

De Greffier van de Raad van State,

K. MEES.

PROJET DE LOI

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition du Ministre des Communica-
tions et du Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le Ministre des Communications est chargé de
présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives,
le projet de loi dont la teneur suit :

Article premier.

L'article 3 de l'arrêté-loi du 20 novembre 1946,
créant la Régie des Voies aériennes, est remplacé par
la disposition suivante :

« Il est institué à la Régie des Voies aériennes un
Comité consultatif ayant pour mission :

- » 1° de donner son avis sur :
 - » a) le projet de programme d'activité;
 - » b) toutes les opérations immobilières;
 - » c) les budgets;
 - » d) les emprunts;
 - » e) le statut, les cadres et barèmes du person-
nel;

» 2° d'instruire toute affaire et de donner son avis
sur toute question que lui soumet le Ministre ayant
l'aéronautique civile dans ses attributions;

» 3° de faire au dit Ministre toute suggestion utile
en vue de la réalisation de l'objet de la Régie des
Voies aériennes.

» Le Comité consultatif est composé de vingt
membres, de nationalité belge, nommés pour six ans
par le Roi, sur proposition du Ministre ayant l'aéro-
nautique civile dans ses attributions. Il est présidé
par le secrétaire général du département qui a l'aéro-
nautique civile dans ses attributions.

» Ce Comité est composé de :

» 1° deux conseillers représentant l'aéronautique
civile;

ONTWERP VAN WET

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van de Minister van Verkeerswe-
zen en van de Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

De Minister van Verkeerswezen is gelast in Onze
naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van
wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Eerste artikel.

Artikel 3 van de besluitwet van 20 November 1946
tot oprichting van de Regie der Luchtwezen wordt
vervangen door de volgende bepaling :

« Bij de Regie der Luchtwezen wordt een Comité
van Advies opgericht dat tot opdracht heeft :

- » 1° zijn advies te geven over :
 - » a) het ontwerp van werkprogramma;
 - » b) al de onroerende verrichtingen;
 - » c) de begrotingen;
 - » d) de leningen;
 - » e) het statuut, de kaders en de wedde- en loon-
schalen van het personeel;

» 2° alle zaken te onderzoeken en advies uit te
brengen over elke kwestie, die het voorgelegd krijgt
van de Minister tot wiens bevoegdheid de burgerlijke
luchtvaart behoort;

» 3° aan bedoelde Minister elke suggestie te doen
met het oog op de verwezenlijking van het doel van
de Regie der Luchtwezen.

» Het Comité van Advies is samengesteld uit twin-
tig leden, van Belgische nationaliteit, door de Koning
voor zes jaar benoemd op de voordracht van de
Minister tot wiens bevoegdheid de burgerlijke lucht-
vaart behoort. Het wordt voorgezeten door de secre-
taris-generaal van het departement waaronder de
burgerlijke luchtvaart ressorteert.

» Dit Comité is samengesteld uit :

» 1° twee adviseurs die de burgerlijke luchtvaart
vertegenwoordigen;

Défense Nationale;
dans ses attributions;

» 3° deux conseillers représentant le Ministre ayant l'enregistrement et les domaines et la trésorerie

» 2° deux conseillers représentant le Ministre de la

» 4° un conseiller représentant le Ministre ayant le budget dans ses attributions;

» 5° cinq conseillers représentant les grandes agglomérations urbaines;

» 6° deux conseillers choisis après consultation des organismes belges exploitant des transports aériens;

» 7° cinq conseillers choisis après consultation des organisations syndicales les plus représentatives du personnel;

» 8° un conseiller représentant l'aviation touristique et sportive.

» A chacun des vingt conseillers est désigné un suppléant, dont le mandat est également de six ans.

» Le Comité consultatif est convoqué par le président ou à la demande de trois conseillers au moins.

» Les conseillers, nommés en lieu et place des membres décédés, démissionnaires ou révoqués, achèvent le mandat de ceux qu'ils remplacent.

» Les membres sortants peuvent être renommés. Le mandat des conseillers cesse quand ils ont atteint l'âge de 65 ans.

» Des jetons de présence peuvent être payés aux président et membres du Comité consultatif.

» Il est loisible au Comité consultatif de répartir ses membres en plusieurs commissions et de désigner des rapporteurs.

» Le Comité consultatif désigne un ou plusieurs rapporteurs ainsi qu'un ou deux secrétaires choisis au sein ou en dehors du Comité.

» Il peut inviter le directeur général de la Régie des Voies aériennes à assister à ses séances. »

Art. 2.

L'article 7 de l'arrêté-loi précité est remplacé par la disposition suivante :

« Les comptes, arrêtés au 31 décembre, sont vérifiés par un collège de trois réviseurs, nommés par la Cour des Comptes, révoqués par elle et soumis à son contrôle.

» Le mandat de réviseur est de six ans. Il est renouvelable.

» En cas de vacance, la Cour des Comptes nomme le membre nouveau, chargé d'achever le mandat de celui qu'il remplace.

» 2° twee adviseurs die de Minister van Landsverdediging vertegenwoordigen;

» 3° twee adviseurs die de Minister vertegenwoordigen tot wiens bevoegdheid de registratie en domeinen en de thesaurie behoren;

» 4° een adviseur die de Minister vertegenwoordigt tot wiens bevoegdheid de begroting behoort;

» 5° vijf adviseurs die de grote stadsagglomeraties vertegenwoordigen;

» 6° twee adviseurs die gekozen worden na raadpleging van de Belgische organismen welke luchtvervoerdiensten exploiteren;

» 7° vijf adviseurs die gekozen worden na raadpleging van de meest representatieve syndicale organisaties welke het personeel vertegenwoordigen;

» 8° een adviseur die de toeristische en sportieve luchtvaart vertegenwoordigt.

» Voor ieder der twintig adviseurs wordt een plaatsvervanger aangesteld wiens mandaat insgelijks zes jaar duurt.

» Het Comité van Advies wordt bijeengeroepen door de Voorzitter of op verzoek van ten minste drie adviseurs.

» De adviseurs, die ter vervanging van overleden, ontslagnemende of afgezette leden worden benoemd, voleindigen het mandaat van hen, die zij vervangen.

» De uittreedende leden kunnen opnieuw benoemd worden. Het mandaat van de adviseurs houdt op als zij de leeftijd van 65 jaar bereikt hebben.

» Aan de voorzitter en de leden van het Comité van Advies kan presentiegeld worden betaald.

» Het staat het Comité van Advies vrij, zijn leden in verschillende commissies te verdelen en verslaggevers aan te stellen.

» Het Comité van Advies stelt een of meer verslaggevers aan, alsmede een of twee secretarissen, gekozen uit of buiten de leden van het Comité.

» Het kan de directeur-generaal van de Regie der Luchtweegen uitnodigen zijn vergaderingen bij te wonen. »

Art. 2.

Artikel 7 van voormelde besluitwet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De op 31 December afgesloten rekeningen worden nagezien door een college van drie revisoren, die door het Rekenhof benoemd en uit hun ambt ontzet worden en onder dezes controle staan.

» Het mandaat van revisor duurt zes jaar. Het is hernieuwbaar.

» In geval van vacature benoemt het Rekenhof het nieuw lid dat er mee belast wordt het mandaat van degene die hij vervangt te voleindigen.

» La limite d'âge des reviseurs, nonobstant la durée du mandat en cours, est fixée à 67 ans. Toutefois, le reviseur qui a atteint l'âge de 67 ans peut demander des prorogations de son mandat pour trois termes d'une année au plus. Sur proposition de la Cour des Comptes, la première prorogation est accordée par arrêté royal et les prorogations ultérieures par arrêté royal, délibéré en Conseil des Ministres.

» Les reviseurs ont un droit illimité de surveillance et de contrôle de toutes les opérations comptables de la Régie des Voies aériennes, sans toutefois qu'ils puissent s'immiscer dans la gestion proprement dite.

» Ils peuvent prendre connaissance sur place des livres, des pièces comptables, de la correspondance, des procès-verbaux et de toutes autres écritures de la Régie des Voies aériennes.

» Les comptes de la Régie auxquels sont jointes les observations des reviseurs sont, en outre, soumis annuellement au contrôle de la Cour des Comptes. »

Art. 3.

L'article 18, alinéa premier, de l'arrêté-loi précité est remplacé par la disposition suivante :

« Sous réserve des dispositions de l'article 30, la loi sur la comptabilité de l'Etat n'est pas applicable à la Régie des Voies aériennes. »

Art. 4.

L'article 22, dernier alinéa, de l'arrêté-loi précité est remplacé par la disposition suivante :

« Ce fonds est alimenté par un prélèvement annuel à charge du compte d'exploitation. »

» Le montant de ce prélèvement, calculé de manière à représenter l'amortissement industriel normal des installations, de l'outillage et des bâtiments, sera fixé chaque année dans le budget établi en exécution des articles 26 et 27. »

Art. 5.

L'article 24 de l'arrêté-loi précité est remplacé par la disposition suivante :

« Les fonds disponibles de la Régie des Voies aériennes sont placés à l'Office des Chèques postaux ou à la Banque Nationale de Belgique.

» Le Ministre qui a l'aéronautique civile dans ses attributions peut autoriser la Régie des Voies aériennes à utiliser un compte courant dans une ou plusieurs banques pour les besoins de ses opérations commerciales. »

» De leeftijdsgrens is voor de revisoren vastgesteld op 67 jaar, ongeacht de duur van het lopend mandaat. De revisor, die de leeftijd van 67 jaar bereikt, kan echter verlengingen van zijn mandaat aanvragen voor drie termijnen van ten hoogste één jaar. De eerste verlenging wordt, op voorstel van het Rekenhof, verleend bij koninklijk besluit en de verdere verlengingen, bij koninklijk besluit genomen op advies van de in Raad vergaderde Ministers.

» De revisoren hebben een onbeperkt recht van toezicht en controle op al de boekhoudingsverrichtingen van de Regie der Luchtweegen, zonder zich echter in het eigenlijk beheer te mogen mengen.

» Zij kunnen ter plaatse kennis nemen van de boeken, de verantwoordingsstukken, de briefwisseling, de notulen en alle andere schrifturen van de Regie der Luchtweegen.

» De rekeningen van de Regie worden, buiten dien, samen met de opmerkingen der revisoren, jaarlijks ter controle aan het Rekenhof voorgelegd. »

Art. 3.

Artikel 18, eerste alinea van de voornoemde besluitwet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 30, is de wet op 's Rijks comptabiliteit niet toepasselijk op de Regie der Luchtweegen. »

Art. 4.

Artikel 22, laatste alinea, van voormelde besluitwet, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Dit fonds wordt gestijfd door een jaarlijkse opneming ten laste van de exploitatierekening.

» Het bedrag van die opneming, zo berekend dat het de normale bedrijfsafschrijving van de inrichtingen, de uitrusting en de gebouwen vertegenwoordigt, zal ieder jaar worden vastgesteld in de begroting, die ter uitvoering van de artikelen 26 en 27 wordt opgemaakt. »

Art. 5.

Artikel 24 van voormelde besluitwet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De beschikbare fondsen van de Regie der Luchtweegen worden bij het Bestuur der Postcheques of bij de Nationale Bank van België belegd.

» De Minister tot wiens bevoegdheid de burgerlijke luchtvaart behoort, kan de Regie der Luchtweegen machtigen voor de behoeften van haar handelsverrichtingen gebruik te maken van een rekening-courant bij één of meer banken. »

Art. 6.

L'article 29 de l'arrêté-loi précité est remplacé par la disposition suivante :

« La Régie des Voies aériennes arrête au 31 décembre de chaque année ses bilan et compte de profits et pertes, qui sont soumis, dans un délai de deux mois, à la vérification du collège des reviseurs prévu à l'article 7.

» Dans les cinq mois qui suivent la clôture de l'exercice, le collège des reviseurs soumet au Ministre qui a l'aéronautique civile dans ses attributions les comptes annuels ainsi que toutes les pièces justificatives et ses observations.

» Le Ministre qui a l'aéronautique civile dans ses attributions dépose sur le bureau des Chambres législatives, avant le 15 octobre de chaque année, le bilan et le compte de profits et pertes, les observations du collège des reviseurs ainsi que le rapport annuel sur l'activité de la Régie des Voies aériennes.

» Ces documents sont publiés au *Moniteur belge* par les soins du Ministre qui a l'aéronautique civile dans ses attributions. »

Art. 7.

L'article 30 de l'arrêté-loi précité est remplacé par la disposition suivante :

« Tout comptable de la Régie des Voies aériennes est soumis à l'obligation du cautionnement, dont le montant est déterminé par le Ministre des Finances, conformément aux lois des 15 mai 1846, article 8, sur la comptabilité de l'Etat et du 7 mai 1912, article premier, concernant les cautionnements des comptables de l'Etat.

» Le Trésor public a, en outre, privilège sur les biens des comptables de la Régie des Voies aériennes, conformément aux lois des 5-15 septembre 1807 relative aux droits du Trésor sur les biens des comptables, du 15 mai 1846, article 9, sur la comptabilité de l'Etat, et du 16 décembre 1851, article 15, sur la revision du régime hypothécaire formant le Titre XVIII du Livre III du Code civil.

» Les comptables de la Régie des Voies aériennes sont justiciables de la Cour des Comptes. Ils sont soumis aux dispositions des articles 10 et 11 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, modifiée par les lois des 8 avril 1857, 28 décembre 1867, 20 juillet 1921, 13 juillet 1930, 9 avril 1935 et les arrêtés royaux du 14 août 1933, n° 34, du 13 novembre 1934 et n° 150 du 18 mars 1935, ainsi qu'aux dispositions des articles 7 à 9 et 10 à 13 de la loi du

Art. 6.

Artikel 25 van voormelde besluitwet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Regie der Luchtwegen sluit op 31 December van ieder jaar haar balans en haar winst- en verliesrekening af; deze worden, binnen twee maanden, voor verificatie voorgelegd aan het in artikel 7 bedoeld college van revisoren.

» Uiterlijk binnen vijf maanden na het einde van het dienstjaar legt het college van revisoren de jaarlijkse rekeningen, met al de verantwoordingsstukken en zijn opmerkingen voor aan de Minister tot wiens bevoegdheid de burgerlijke luchtvaart behoort.

» De Minister tot wiens bevoegdheid de burgerlijke luchtvaart behoort, dient vóór 15 October van ieder jaar bij de Wetgevende Kamers in, de balans en de winst- en verliesrekening, de opmerkingen van het college der revisoren alsmede het jaarverslag over de bedrijvigheid van de Regie der Luchtwegen.

» Deze documenten worden in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt door toedoen van de Minister tot wiens bevoegdheid de burgerlijke luchtvaart behoort. »

Art. 7.

Artikel 30 van voormelde besluitwet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Ieder rekenplichtige van de Regie der Luchtwegen is verplicht een borgtocht, waarvan het bedrag door de Minister van Financiën bepaald wordt, te storten, overeenkomstig de wetten van 15 Mei 1846, artikel 8, op 's Rijks comptabiliteit en van 7 Mei 1912, eerste artikel, betreffende de borgstellingen der Staatsrekenplichtigen.

» De openbare Schatkist heeft buitendien voorrecht op de goederen van de rekenplichtigen van de Regie der Luchtwegen, overeenkomstig de wetten van 5-15 September 1807, betreffende de rechten van de Schatkist op de goederen der rekenplichtigen, van 15 Mei 1846, artikel 9, op 's Rijks comptabiliteit, en van 16 December 1851, artikel 15, op de herziening van het hypothecair stelsel, die Titel XVIII van Boek III van het Burgerlijk Wetboek vormt.

» De rekenplichtigen van de Regie der Luchtwegen zijn rekening en verantwoording verschuldigd aan het Rekenhof. Op hen zijn toepasselijk de bepalingen van artikelen 10 en 11 van de wet van 15 Mei 1846 op 's Rijks comptabiliteit, gewijzigd bij de wetten van 8 April 1857, 28 December 1867, 20 Juli 1921, 13 Juli 1930, 9 April 1935 en de koninklijke besluiten van 14 Augustus 1933, n° 34 van 13 November 1934 en n° 150 van 18 Maart 1935, alsmede de

29 octobre 1846, relative à l'organisation de la Cour des Comptes, modifiée par les lois des 4 juin 1921, 20 juillet 1921, 13 juillet 1930 et l'arrêté royal n° 16 du 15 octobre 1934. »

bepalingen van artikelen 7 tot 9 en 10 tot 13 van de wet van 29 October 1846 op de inrichting van het Rekenhof, gewijzigd bij de wetten van 4 Juni 1921, 20 Juli 1921, 13 Juli 1930 en het koninklijk besluit n° 16 van 15 October 1934. »

Donné à Bruxelles, le 4 avril 1949.

Gegeven te Brussel, 4 April 1949.

CHARLES.

PAR LE RÉGENT :

Le Ministre des Communications.

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van Verkeerswezen,

A. VAN ACKER.

Le Ministre des Finances.

De Minister van Financiën,

G. EYSKENS.
